



digital.union@sonapresse.com

LE GAZOUILLIS...

La Transition et la fièvre des revendications



Photo: DR

Cérémonie de prestation de serment du général Brice Clotaire Oligui Nguema, président du CTRI.

GM.NTOUTOUME-NDONG & SCOM
Libreville/Gabon

FACE au Comité pour la transition et la restauration des institutions, les Gabonais ont vu souffler un grand vent d'espoir. Dans chaque strate de la société, une forte espérance se dégage et s'exprime aussi sur les différents réseaux sociaux.

Depuis l'investiture du président de la Transition, le général Brice Clotaire Oligui Nguema, les frustrations accumulées depuis de nombreuses années

remontent à la surface. Ici et là, il ne se passe plus un jour sans que l'on ne voie, dans une vidéo diffusée sur Facebook, WhatsApp, YouTube et autres, des compatriotes défavorisés s'exprimant pour dénoncer leur situation. Cette fin de semaine, c'est la vidéo d'une dame d'un âge avancé qui a secoué les internautes. En litige foncier face à un homme d'origine malienne, son habitation précaire a été détruite par ce dernier.

Bien avant elle, en milieu de semaine, c'est une jeune femme

enceinte, portant un enfant dans ses bras, un autre dans son dos et le plus grand d'environ 5 ans debout à ses côtés, qui lançait une alerte. Démunie, elle appelait à l'aide le nouveau chef de l'État. Et il ne s'agit là que de quelques cas personnels parmi tant d'autres.

Du côté des revendications de groupes, plusieurs travailleurs expriment aussi leurs frustrations diverses : arriérés de salaire, violation du Code du travail, fermeture d'entreprises sans paiement des droits des salariés, etc.

Ces multiples plaintes ont d'ailleurs fait resurgir de vieux dossiers oubliés, tels que le cas d'Azur Gabon. En cessation de paiements depuis 5 ans, cette entreprise n'a pas honoré ses anciens agents.

Bref, la liste est longue. Cependant, les populations devraient garder à l'esprit que le CTRI a pris forme pour tout remettre à plat, pour bâtir de nouvelles institutions qui garantiront le bon fonctionnement du pays et, de facto, le bien-être de chaque Gabonais.

L'actu du Web

Par I. M'BADOUMA

ONU : LES DISCOURS VIRULENTS DES RÉGIMES MILITAIRES

Le sort réservé aux pays africains dirigés par des militaires arrivés au pouvoir après des coups d'État à la 78e session de l'Organisation des Nations unies suscitait toutes les curiosités, car cités comme étant "indésirables". Au troisième jour de cette session (21 septembre 2023), le colonel Mamadi Doumbouya va ouvrir le bal des discours. Avec quelques extraits sans complaisance.

GUINÉE-CONAKRY : LE COLONEL MAMADI DOUMBOUYA CASSE LA BARAQUE



Photo: DR

" Avant la prise du pouvoir par le CNRD, aucune force politique, toutes neutralisées à l'époque, n'avait ni le courage, ni les moyens de mettre fin à l'imposture que nous vivions ", estime le président de la Transition en Guinée. Et c'est pourquo, poursuit-il, " mes frères d'armes et moi avons pris nos responsabilités le 5 septembre 2021 ", pour, dit-il, " mettre fin à la situation chaotique " du pays. Mais au-delà du cas de la Guinée, le président de la Transition s'est posé en défenseur de ses frères d'armes dans les autres pays en Transition. Pour lui, les condamnations systématiques des coups d'État militaires ne sont pas une solution. Car ces coups d'État sont la résultante des " promesses non tenues, l'endormissement du peuple, le tripatouillage des Constitutions par des dirigeants qui ont le seul souci de se maintenir au pouvoir."

BURKINA FASO : LES CONDITIONS DU RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL

Le ministre d'État Bassolma Bazié, au nom du capitaine Ibrahim Traoré, président de la Transition au Burkina Faso : " J'insiste à cette tribune de l'ONU et devant le monde entier que la CEDEAO, l'Union africaine et l'ONU doivent impérativement se muer en des organisations véritables des peuples en lieu et place de structures d'une minorité de chefs d'État. Elles ne doivent pas être utilisées et instrumentalisées pour déstabiliser des pays frères en assassinant leurs leaders. Ce n'est qu'à ce prix que la Charte de l'ONU et le droit international auront un sens ! "

SCOM

L'œil de la rédaction

MÉDIAS EN LIGNE : ATTENTION À LA COURSE AU SCOOP !



Hans NDONG MEBALE & SCOM
Libreville/Gabon

Lors de sa rencontre avec les patrons des entreprises de presse, le général Brice Clotaire Oligui Nguema avait invité ces derniers à traiter et à diffuser toute information, mais à condition de la vérifier scrupuleusement. Un détail

donc, qui n'est pas à prendre à la légère, au regard des fake news relayées ici et là par nombre de médias en ligne, souvent à la recherche du scoop et de la primauté de l'information.

Bien qu'ils soient parfois réprimandés par la Haute autorité de la communication (HAC), ces médias sont-ils tenus de courir tout le temps après les scoops ? Ont-ils pour mission d'informer ou de servir de relais à la rumeur publique ? Des interrogations, somme toute légitimes d'une bonne partie de l'opinion publique,



Photo: AEE

au regard de la légèreté avec laquelle cette presse-là s'amuse à publier des informations sur les réseaux sociaux. Face à cela, se pose le problème de la création des organes de presse en ligne qui, dans les faits, ne s'embarrassent pas du respect

des dispositions en vigueur. Cela montre toute la confusion qui existe désormais dans le milieu de la presse en ligne, avec l'avènement des "mangemil", qui se sont frayé un chemin. Malgré tout, ces promoteurs de presse, au risque de se tromper sur la bonne information, devraient s'atteler à citer leurs sources pour éviter toute confusion pour les lecteurs. Car en journalisme, il est préférable de donner la bonne information que de la donner en premier.